

## SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR A FIN DECEMBRE 2020

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances 2020 s'est déroulée dans le contexte inédit de la pandémie Covid-19.

A l'instar de la quasi-totalité des pays du monde, l'économie marocaine a subi un choc sans précédent résultant des mesures et restrictions préventives prises pour contenir la propagation de la pandémie, et qui se sont traduites par un arrêt brutal de l'activité économique.

Ces évolutions ont nécessité l'adoption, en juillet 2020, d'une loi de finances rectificative (LFR) sur la base d'une révision à la baisse du taux de croissance prévu pour 2020 de 3,7% à -5% et du déficit budgétaire de 3,5% à 7,5% du PIB.

L'exécution de la LFR à fin décembre 2020 fait ressortir un déficit budgétaire de 82,4 MM.DH ou 7,6% du PIB, en ligne avec les prévisions. Ce résultat a été atteint malgré un certain nombre de contraintes et de contingences et dans le respect des engagements de l'Etat au titre de la stratégie de soutien des secteurs sociaux et économiques et de relance post-Covid.

**Au niveau des recettes**, et malgré la non réalisation de certaines recettes, le taux d'exécution des recettes ordinaires, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, s'est situé à 103%, grâce au bon comportement des recettes fiscales.

En effet, des moins-values ont été enregistrées au niveau des recettes non fiscales, notamment les financements innovants (-11,5 MM.DH) et les recettes et produits de cessions d'actifs en provenance des établissements et entreprises publics (-5 MM.DH). Ces moins-values n'ont été compensées que partiellement par l'amélioration des « fonds de concours et dons » (+5,6 MM.DH) et des « produits divers » (+4,3 MM.DH).

Néanmoins, l'exécution des recettes fiscales a dégagé une plus-value de 13 MM.DH, ce qui a permis de compenser les moins-values constatées au niveau des recettes non fiscales. A signaler que cette plus-value est intervenue malgré la poursuite de l'effort de l'Etat en matière de remboursements des crédits de TVA, qui ont atteint 10,4 MM.DH à fin 2020 contre 9,8 MM.DH un an auparavant.

C'est ainsi que :

- Les recouvrements au titre de l'IS ont enregistré un taux de réalisation de 113,7%. Le niveau des acomptes et des compléments de régularisation payés en 2020 n'a pas subi l'effet de la crise, enregistrant ainsi des recettes totales de 37,6 MM.DH à fin 2020, contre 36,9 MM.DH un an auparavant.

Certes l'IS est rattaché en grande partie aux résultats de 2019, mais même les autres impôts et taxes, dont le rendement est corrélé à l'activité de 2020, ont également montré une certaine résilience. A noter qu'après une chute brutale durant la période du confinement (mars-mai 2020), les recettes fiscales ont commencé à afficher, à partir du mois de juin, une reprise plus importante que prévu, au fur et à mesure de l'allègement du confinement.

- Les recettes au titre de l'IR font ressortir un taux de réalisation en ligne avec les prévisions de la LFR, soit 100,3%.
- Les recettes au titre de la TVA à l'intérieur, ont affiché un taux de réalisation de 114,4%, soit une plus-value de 2,7 MM.DH.
- Les droits d'enregistrement et de timbre, ont enregistré un taux de réalisation de 104,7%.

Cette bonne tenue des recettes fiscales a été favorisée par l'effet de la régularisation spontanée de la situation fiscale des contribuables, objet de la mesure instituée par la LF 2020 et dont l'impact, chiffré à près de 3 MM.DH, s'est ressenti principalement au mois de décembre.

- Les recettes au titre des droits de douane et de la TVA à l'importation se sont appréciées par rapport aux prévisions de la LFR, affichant un taux de réalisation de 119,6% et 110,2% respectivement, en relation avec la progression des importations, de 10,8% dont 36,4% au titre des produits énergétiques.
- Les taxes intérieures de consommation (TIC) ont enregistré un taux de réalisation légèrement inférieur aux prévisions (99,2%), suite essentiellement au recul des TIC sur les produits énergétiques en raison de la régression des mises à la consommation des carburants de 12,8%.

**Pour sa part, l'exécution des dépenses s'est caractérisée par un effort de rationalisation des dépenses courantes au profit du renforcement de l'effort budgétaire dicté par la crise.**

En effet, et malgré la hausse des charges de la compensation, les dépenses ordinaires ont été contenues à 231,9 MM.DH, dégageant ainsi un taux d'exécution de 97,7% par rapport aux prévisions de la LFR 2020, grâce aux économies réalisées au titre des biens et services et des intérêts de la dette.

- La charge de la compensation a, en effet, affiché un dépassement de 1,7 MM.DH par rapport aux prévisions, en liaison notamment avec l'augmentation des cours du gaz butane à 380 \$/tonne en moyenne contre une prévision de 290 \$/tonne.
- Les dépenses de biens et services ont, par contre, affiché une économie de 6,2 MM.DH.
- Les intérêts nets de la dette ont, quant à eux, enregistré une économie de près de 1,1 MM.DH.

**Ces évolutions des recettes et dépenses ordinaires ont permis de réduire le solde ordinaire à près de -2,8 MM.DH, contre une prévision de -15 MM.DH.**

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, l'exécution de la LFR a été caractérisée par un effort d'investissement soutenu. En effet, les émissions au titre de cette rubrique ont atteint un montant 85,9 MM.DH, soit un taux de réalisation de 121,3%, en augmentation de 13,6 MM.DH (+18,8%) par rapport à l'année 2019. Ce montant recouvre, en plus des investissements traditionnels de l'Etat, la dotation prévue de 15 MM.DH au profit du Fonds d'investissement stratégique appelé à jouer un rôle moteur dans la stratégie de financement de la relance.

Pour leur part, les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de 6,3 MM.DH résultant à raison de 5,3 MM.DH de l'excédent dégagé par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19.

A rappeler que ce Fonds a permis la mobilisation de ressources pour un montant de 34,6 MM.DH, dont une contribution de 10 MM.DH du budget général. Les dépenses de ce fonds se sont élevées à 29,3 MM.DH, dont 23 MM.DH au profit des ménages, 3 MM.DH pour la mise à niveau du système de santé et 3 MM.DH en faveur de la Caisse Centrale de Garantie (CCG).

A noter que cette dotation à la CCG s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme de cette institution, visant à lui permettre de couvrir sur ses fonds propres les besoins du dispositif de la garantie de l'Etat au profit des entreprises, publiques et privées, négativement impactées par la pandémie et ce, dans le cadre de la nouvelle stratégie de financement de la relance.

**SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR**  
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

	Décembre	Loi de finances	Décembre	Décembre 2020/ Décembre 2019		Taux de réalisation
	2019	2020	2020	en %	en valeur	en %
<b>I - RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>252.839</b>	<b>222.515</b>	<b>229.123</b>	<b>-9,4%</b>	<b>-23.717</b>	<b>103,0%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (hors privat.)</b>	<b>247.495</b>	<b>222.515</b>	<b>229.123</b>	<b>-7,4%</b>	<b>-18.373</b>	<b>103,0%</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>212.638</b>	<b>185.841</b>	<b>198.793</b>	<b>-6,5%</b>	<b>-13.845</b>	<b>107,0%</b>
- Impôts directs	96.514	87.515	92.651	-4,0%	-3.863	105,9%
- Impôts indirects	91.408	77.735	83.404	-8,8%	-8.004	107,3%
- Droits de douane	9.768	7.930	9.488	-2,9%	-280	119,6%
- Enregistrement et timbre	14.948	12.661	13.250	-11,4%	-1.698	104,7%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>36.405</b>	<b>33.674</b>	<b>27.218</b>	<b>-25,2%</b>	<b>-9.188</b>	<b>80,8%</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	10.494	14.686	9.716	-7,4%	-778	66,2%
- Autres recettes	20.567	18.988	17.502	-14,9%	-3.066	92,2%
- Privatisation	5.344	0	0	-	-5.344	-
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>3.796</b>	<b>3.000</b>	<b>3.112</b>	<b>-18,0%</b>	<b>-684</b>	<b>103,7%</b>
- Fonds de soutien des prix	355	600	230	-35,2%	-125	38,3%
- Fonds spécial routier	3.441	2.400	2.882	-16,2%	-559	120,1%
<b>II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST</b>	<b>294.356</b>	<b>305.307</b>	<b>311.491</b>	<b>5,8%</b>	<b>17.134</b>	<b>102,0%</b>
<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>	<b>224.379</b>	<b>237.494</b>	<b>231.934</b>	<b>3,4%</b>	<b>7.555</b>	<b>97,7%</b>
<b>Biens et services</b>	<b>181.888</b>	<b>197.295</b>	<b>191.143</b>	<b>5,1%</b>	<b>9.255</b>	<b>96,9%</b>
Personnel (1)	127.719	135.933	133.529	4,5%	5.810	98,2%
Autres biens et services	54.169	61.362	57.614	6,4%	3.445	93,9%
<b>Dettes publiques (2)</b>	<b>26.419</b>	<b>28.339</b>	<b>27.259</b>	<b>3,2%</b>	<b>840</b>	<b>96,2%</b>
Intérieure	22.578	23.421	23.147	2,5%	569	98,8%
Extérieure	3.841	4.918	4.112	7,0%	271	83,6%
<b>Compensation (3)</b>	<b>16.072</b>	<b>11.860</b>	<b>13.532</b>	<b>-15,8%</b>	<b>-2.540</b>	<b>114,1%</b>
<b>SOLDE ORDINAIRE</b>	<b>28.460</b>	<b>-14.979</b>	<b>-2.811</b>	<b>-109,9%</b>	<b>-31.271</b>	<b>18,8%</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>72.265</b>	<b>70.813</b>	<b>85.883</b>	<b>18,8%</b>	<b>13.618</b>	<b>121,3%</b>
dont Fonds spécial routier	3.550	2.400	2.468			102,8%
<b>III - SOLDE DES CST (4)</b>	<b>2.288</b>	<b>3.000</b>	<b>6.326</b>	<b>176,5%</b>	<b>4.038</b>	<b>210,9%</b>
dont : Fonds Gestion Covid-19	0	0	5.322		5.322	
<b>DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</b>	<b>-41.517</b>	<b>-82.792</b>	<b>-82.368</b>	<b>98,4%</b>	<b>-40.851</b>	<b>99,5%</b>
<b>DEFICIT BUDGETAIRE hors Fonds Gestion Covid-19</b>	<b>-41.517</b>	<b>-82.792</b>	<b>-87.690</b>	<b>111,2%</b>	<b>-46.173</b>	<b>105,9%</b>
<b>VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE</b>	<b>-4.498</b>		<b>14.747</b>		<b>19.245</b>	
<b>BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT</b>	<b>-46.015</b>	<b>-82.792</b>	<b>-67.621</b>	<b>47,0%</b>	<b>-21.606</b>	<b>81,7%</b>
<b>FINANCEMENT INTERIEUR</b>	<b>28.794</b>	<b>39.163</b>	<b>24.678</b>		<b>-4.116</b>	<b>63,0%</b>
Endettement intérieur	9.967		43.974		34.007	
Autres opérations	18.827		-19.296		-38.123	
<b>FINANCEMENT EXTERIEUR</b>	<b>17.222</b>	<b>43.629</b>	<b>42.943</b>		<b>25.722</b>	<b>98,4%</b>
Tirages	25.448	60.000	62.864		37.417	104,8%
Amortissements	-8.226	-16.371	-19.921		-11.695	121,7%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autre biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

	Décembre	Loi de finances	Décembre	Décembre 2020/ Décembre 2019		Taux de réalisation
	2019	2020	2020	en %	en valeur	en %
<b>RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>252.839</b>	<b>222.515</b>	<b>229.123</b>	<b>-9,4%</b>	<b>-23.717</b>	<b>103,0%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (Hors Privat.)</b>	<b>247.495</b>	<b>222.515</b>	<b>229.123</b>	<b>-7,4%</b>	<b>-18.373</b>	<b>103,0%</b>
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>212.638</b>	<b>185.841</b>	<b>198.793</b>	<b>-6,5%</b>	<b>-13.845</b>	<b>107,0%</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>96.514</b>	<b>87.515</b>	<b>92.651</b>	<b>-4,0%</b>	<b>-3.863</b>	<b>105,9%</b>
Taxe professionnelle	348	321	262	-24,7%	-86	81,6%
I.S	48.864	42.914	48.778	-0,2%	-86	113,7%
I.R.	42.941	40.047	40.165	-6,5%	-2.776	100,3%
Contribution de solidarité sur les bénéficiaires	1.988	2.157	2.207	11,0%	219	102,3%
Taxe urbaine/d'habitation	47	30	26	-44,7%	-21	86,7%
Majorations	2.239	1.993	1.189	-46,9%	-1.050	59,6%
Autres impôts directs	87	52	24	-72,4%	-63	46,2%
<b>Impôts indirects</b>	<b>91.408</b>	<b>77.735</b>	<b>83.404</b>	<b>-8,8%</b>	<b>-8.004</b>	<b>107,3%</b>
<b>T.V.A.</b>	<b>61.508</b>	<b>50.116</b>	<b>56.014</b>	<b>-8,9%</b>	<b>-5.494</b>	<b>111,8%</b>
(Intérieure)	22.253	18.965	21.696	-2,5%	-557	114,4%
(Importation)	39.255	31.150	34.318	-12,6%	-4.937	110,2%
<b>T.I.C.</b>	<b>29.900</b>	<b>27.620</b>	<b>27.390</b>	<b>-8,4%</b>	<b>-2.510</b>	<b>99,2%</b>
(Tabacs)	11.335	10.565	11.024	-2,7%	-311	104,3%
(Produits énergétiques)	16.616	15.483	14.417	-13,2%	-2.200	93,1%
(Autres)	1.949	1.572	1.950	0,1%	1	124,1%
<b>Droits de douane</b>	<b>9.768</b>	<b>7.930</b>	<b>9.488</b>	<b>-2,9%</b>	<b>-280</b>	<b>119,6%</b>
<b>Enregistrement et timbre</b>	<b>14.948</b>	<b>12.661</b>	<b>13.250</b>	<b>-11,4%</b>	<b>-1.698</b>	<b>104,7%</b>
<b>RECETTES NON FISCALES</b>	<b>36.405</b>	<b>33.674</b>	<b>27.218</b>	<b>-25,2%</b>	<b>-9.188</b>	<b>80,8%</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	10.494	14.686	9.716	-7,4%	-778	66,2%
- Autres recettes	20.567	18.988	17.502	-14,9%	-3.066	92,2%
- Privatisation	5.344	0	0	-	-5.344	
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>3.796</b>	<b>3.000</b>	<b>3.112</b>	<b>-18,0%</b>	<b>-684</b>	<b>103,7%</b>
Fonds de soutien des prix	355	600	230	-35,2%	-125	38,3%
Fonds spécial routier	3.441	2.400	2.882	-16,2%	-559	120,1%